

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Marché de services

**Prestations de collecte, de traitement des déchets pour les
différents sites de l'URSSAF
PACA**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 2 -	PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	5
ARTICLE 3 -	DELAIS D'EXECUTION	6
ARTICLE 4 -	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 5 -	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	12
ARTICLE 6 -	AVANCE	13
ARTICLE 7 -	PRIX DU MARCHE	13
ARTICLE 8 -	CLAUDE DE SAUVEGARDE	16
ARTICLE 9 -	MODALITES DE PAIEMENT	16
ARTICLE 10 -	PENALITES.....	17
ARTICLE 11 -	ASSURANCES.....	21
ARTICLE 12 -	PRODUCTIONS PERIODIQUES PAR LE TITULAIRE	21
ARTICLE 13 -	OBLIGATIONS DES TITULAIRES.....	22
ARTICLE 14 -	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	22
ARTICLE 15 -	RESILIATION DU MARCHE	27
ARTICLE 16 -	REGLEMENT DES LITIGES ET DIFFERENDS	28
ARTICLE 17 -	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	28

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de collecte, de traitement, d'élimination, de valorisation des déchets pour les différents sites de l'Urssaf PACA

Les prestations comprennent notamment :

- La mise à disposition des collecteurs de stockage mobiles et leur entretien et maintenance ;
- La collecte des déchets ;
- Le transport et évacuation des déchets collectés ;
- Le tri, traitement et valorisation des déchets collectés ;
- Le suivi des collectes et de leur valorisation via un suivi statistique et un bilan environnemental.

Lieu(x) d'exécution : Les différents sites et leurs adresses sont listés en annexe du CCTP

La description des prestations attendues à réaliser dans le respect de la réglementation en vigueur, et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.

Marché passé en appel d'offres ouvert en application des articles R 2162-1 à 6 et R 2162-13 à 14 du Code de la Commande Publique (C.C.P.)

Lots 1 à 5 : Marchés de prestations similaires

En application des dispositions de l'article R.2122-7 du C. C. P., des marchés de prestations similaires pourront être passés ultérieurement.

Non-exclusivité :

Par exception au principe du droit à l'exclusivité détenu par le titulaire sur les prestations objet du présent marché, le Pouvoir Adjudicateur pourra s'adresser à un autre prestataire pour des besoins occasionnels dans la condition suivante :

- en cas d'incapacité du titulaire de fournir ponctuellement des prestations dans les délais contractuels
- en cas d'incapacité du titulaire de fournir dans les délais et aux tarifs contractuels les bacs de tri supplémentaires

1.2. Forme du marché

Lots 1 à 5 : Marché ordinaire mono-attributaire

Les prestations se décomposent de la manière suivante :

Par lots :

LOT	Intitulé
1	Site de Marseille *
2	Site de Nice
3	Site d'Avignon
4	Site de Digne les Bains
5	Site de Toulon

* L'URSSAF PACA dispose à ce jour de 2 sites à Marseille :

- Marseille Viton (228 salariés)
- Marseille Joliette (275 salariés)

Seul le site Marseille Viton est concerné par la mise en place de la prestation de collecte et traitement des déchets du présent marché.

Composantes pour les lots 1 à 5:

Composante 1 : Prestations selon tarifs fixés au Bordereau de Prix pour les prestations récurrentes

Composante 2 : Prestations sur demande selon tarifs prévus au Bordereau de Prix pour les prestations ponctuelles

1.3. Durée du marché

Pour les lots 1 à 4, le marché est d'une durée initiale d'1 an à compter du 01/01/2026. Il est renouvelable 3 fois par période d'1 an par tacite reconduction sans que sa durée totale ne dépasse 4 ans. Le titulaire ne pourra s'opposer à cette reconduction.

Chaque décision de non - reconduction fera l'objet d'une décision en recommandé avec accusé de réception du pouvoir adjudicateur au minimum 3 mois avant la date de fin de la période en cours.

Pour le lot 5, le marché démarrera à compter du déménagement des salariés de l'URSSAF PACA sur le site de l'immeuble Saulnier prévu en mai 2026 (date prévisionnelle). Il est renouvelable 3 fois par période d'un an par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder le 31/12/2029.

1.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché :

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous- traitance sont constatés par un acte spécial (formulaire DC4) signé par le pouvoir adjudicateur, le sous-traitant et par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires ;
- les mêmes documents exigés du titulaire pour attester de ses capacités financières, économiques et techniques.
- un RIB si le sous-traitant répond aux conditions de paiement direct

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Le présent marché est soumis au Code de la Commande Publique.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les documents régissant le marché sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- L'Acte d'Engagement (AE), signé par le candidat et accepté par l'organisme ;
 - Annexe 1 à l'Acte d'Engagement : Bordereau de Prix pour chaque lot ;
 - Annexe 2 à l'Acte d'engagement : Cadre de réponse technique ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) spécifique aux lots 1 à 5 et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) spécifique au lot 10 et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique de chaque lot ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché (lots 1 à 5)

Seuls les exemplaires conservés dans les archives de l'URSSAF PACA font foi en cas de contestation.

Les stipulations des documents contractuels du Marché expriment l'intégralité des obligations des Parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

ARTICLE 3 - DELAIS D'EXECUTION

3.1. Délais de base

➤ Pour les lots 1 à 4 :

La date de début d'exécution du marché est fixée au 01/01/2026 pour les lots 1 à 4.

Concernant les prestations régulières : Les jours et horaires de collecte seront définis lors de la

réunion de lancement avec le pouvoir adjudicateur pour le site bénéficiaire.

La fréquence des collectes est précisée dans l'annexe 2 du CCTP.

Si la prestation ne peut pas être réalisée à la date prévue, le prestataire devra en informer le pouvoir adjudicateur, un jour ouvré, au plus tard 48 heures avant la collecte prévue. Une autre date d'exécution sera fixée par l'URSSAF PACA au titulaire et ce par écrit.

Concernant les prestations occasionnelles :

Conformément aux articles 2.4 et 3.4 du CCTP, les prestations seront réalisées sur demande écrite du pouvoir adjudicateur. Le titulaire devra réaliser l'évacuation des déchets concernés au maximum 3 jours ouvrés à compter de la demande de l'URSSAF PACA.

En cas de non-respect des délais fixés dans le présent marché, le titulaire encourt des pénalités selon les dispositions de l'article 10 du présent CCAP.

3.2. Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire dispose **d'une semaine** à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues, pour signaler au pouvoir adjudicateur son impossibilité d'effectuer les prestations à la date prévue, et devra lui indiquer la prolongation demandée.

Par dérogation à l'article 13.3.3, le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1. Dispositions particulières

Les prestations devront être conformes aux stipulations du CCTP et à la description de l'offre du titulaire dans le cadre de réponse technique, et le cas échéant dans le mémoire technique. Le titulaire déclare parfaitement connaître les règles de sécurité ainsi que les règlements applicables à l'exécution des prestations dont il a la charge.

➤ **Lieux d'exécution, fréquences de passage, nombre de bacs**

Toutes ces informations sont contenues dans l'annexe 1 à l'Acte d'Engagement (bordereau de prix), dans les annexes au CCTP et devront être respectées par le titulaire.

➤ **Livraison :**

- Lots 1 à 5 : Livraison de collecteurs

Il appartiendra au titulaire de prendre impérativement contact préalablement à la livraison au minimum 48 heures à l'avance. Le nom et les coordonnées de la personne à contacter seront communiqués lors de la réunion de démarrage et précisés sur l'ordre de service.

En cas d'impossibilité de livrer un conteneur (rupture d'approvisionnement ou de stock, ou tout autre motif), le titulaire doit proposer un produit de qualité équivalente ou supérieure sans supplément de prix et ce dans un délai suffisant pour ne pas provoquer de retard dans le démarrage des prestations. Le non-respect de cette disposition entraîne l'application d'une pénalité prévue dans l'article 10 du présent CCAP.

➤ **Conditions de collecte**

La collecte est à réaliser uniquement sur les emplacements des collecteurs de stockage. Le transfert des déchets du bac de tri intérieur au collecteur de stockage est réalisé par le personnel de nettoyage. Si la disposition des locaux désignés entraîne des difficultés de manutention que le prestataire n'aurait pas constaté lors de la visite obligatoire ils ne pourront donner lieu à des frais supplémentaires.

➤ **Stationnement :**

Le titulaire fera son affaire de la délivrance des autorisations administratives, telles que les autorisations de stationnement pour les sites où ces dernières seraient nécessaires.

➤ **Reporting :**

Dans le cadre de la mise en place du plan d'action sur le développement durable et plus particulièrement de la gestion des déchets, un outil de « reporting » national est à compléter par l'URSSAF PACA. Le titulaire fournira chaque mois un rapport détaillé et complet sur les collectes, recyclages et valorisations réalisés sur le mois précédent, incluant toutes les données énumérées dans l'article 5 du CCTP.

Le non-respect de cette demande entraînera l'application de pénalités telles que définies dans l'article 10 du présent document

➤ **Réunions**

Le titulaire s'engage à se rendre à toute réunion prévue au CCTP ou à laquelle il sera convoqué par le pouvoir adjudicateur, sous peine de se voir appliquer les pénalités visées à l'article 10 du présent CCAP.

➤ **Normes et Garanties**

La conformité des produits et matériels à ces normes françaises ou européennes peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Union Européenne, si elles sont reconnues comme équivalentes. Le titulaire du marché doit alors apporter les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence, sachant que la norme française, équivalente à la norme européenne, constitue la référence technique qui doit être respectée par les

produits.

Au titre de la garantie présentée dans son offre par le titulaire, ce dernier s'engage à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

4.2. Passation des commandes

Pour les lots 1 à 5 :

Dans le cadre des prestations objet de la composante 2, les demandes seront passées par mail et peuvent être émises jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Ces bons de commande mentionneront selon le cas et les nécessités :

- Le nom et la raison sociale du titulaire ;
- Le numéro du présent marché figurant sur l'Acte d'Engagement ;
- Le responsable de la commande et ses coordonnées ;
- La date et le numéro de bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Le lieu et l'étage de livraison ;
- La plage horaire de livraison ;
- L'adresse de facturation ;
- Les prix unitaires HT ;
- Le montant total H.T ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC de la commande ;

4.3. Clauses de réexamen

Conformément aux dispositions des articles L 2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur introduit une clause de réexamen applicable à l'ensemble du marché.

Le résultat du réexamen sera formalisé par un avenant.

4.3.1. Acquisition ou abandon de site

Des mouvements patrimoniaux pourraient être envisagés par le pouvoir adjudicateur par l'acquisition, la fermeture provisoire ou définitive de certains sites. En cas d'acquisition et de fermeture de sites un avenant sera alors notifié au titulaire afin d'entériner les modifications dans le présent marché.

4.3.2. Spécificité au lot 1 Marseille Viton/Joliette

L'Urssaf PACA a engagé un projet de construction immobilière visant à rassembler ses équipes marseillaise sur un site unique situé au 20 impasse Viton dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille.

L'installation des salariés dans ce bâtiment en cours de construction est prévue dans le courant de l'automne 2026.

Cette installation aura pour conséquence l'augmentation du nombre de personnes rattachées à ce site et donc une modification des volumes à collecter, un ajustement des volumes et/ou des nombres de collecteurs extérieurs et de la suppression du site de la Joliette.

Une réunion sera organisée à l'initiative du pouvoir adjudicateur en amont de ces modifications afin d'en préparer l'effectivité.

Un avenant sera notifié au titulaire afin d'acter les modifications du marché.

4.3.3. Fréquence et volumes

Concernant les lots 1 à 5 : En fonction des évolutions de quantités de déchets à collecter, les volumes pourront être amenés à être modifiés à la hausse comme à la baisse en cours de marché. Le cas échéant un avenant sera réalisé, en cas de modification non substantielle.

4.4. Obligations du titulaire

4.4.1. Communication des incidents

Après survenance de tout incident, difficulté, anomalie... le titulaire du marché doit informer le pouvoir adjudicateur dès qu'il en a connaissance. L'information doit être transmise par voie téléphonique avant d'être confirmée par écrit.

4.4.2. Erreur de tri

Le titulaire doit alerter, dans les plus brefs délais, via courrier électronique aux adresses précisées dans l'annexe 1 du CCTP sur les erreurs de tri et les préconisations associées.

4.4.3. Interlocuteurs dédiés

Dans le cas où les interlocuteurs dédiés mentionnés à l'article 3.1 du CCTP et dans l'offre du titulaire seraient absents, ces derniers devront être suppléés dans les conditions de gestion, des congés et absences mentionnées dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 5 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Lots 1 à 5

Afin de s'assurer de la bonne exécution de la prestation, le pouvoir adjudicateur pourra procéder ou faire procéder, par tout moyen jugé utile, sur pièce comme sur place, à tout contrôle et vérification utile dans les conditions des articles 27 et 28 du CCAG FCS.

Pour ce faire, le titulaire doit impérativement communiquer l'adresse des lieux de pesée et ceux des décharges, de tri et de valorisation. En cas de modification pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur doit immédiatement en être avisé.

Les vérifications pourront notamment être effectuées au regard des justificatifs de passage et de pesée.

ARTICLE 6 - AVANCE

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'option A est retenue par l'URSSAF PACA.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20 %. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est de 5 %.

ARTICLE 7 - PRIX DU MARCHÉ

7.1. Forme et contenu des prix

Lots 1 à 5 :

Composante 1 et 2 :

Les prestations faisant objet du marché seront réglées par application des prix renseignés dans l'annexe 1 à l'Acte d'Engagement (Bordereau de prix).

N.B : les prix unitaires indiqués dans l'annexe 1 précitée seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Composante 3 :

Dans le cadre de prestations exceptionnelles liées à l'objet du marché mais non prévues au cahier des charges, les prestations seront réglées après acceptation d'un devis présenté par le titulaire à la demande du pouvoir adjudicateur.

Les prix indiqués dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement sont établis en euro hors TVA et comprennent toutes les dépenses de main d'œuvre, fournitures et transports nécessaires à l'organisation du candidat, ainsi que tous les frais généraux, bénéfices, charges sociales ou fiscales et taxes diverses tout comme les risques d'accidents personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Le titulaire du marché devra considérer cette liste comme non exhaustive et prendre en compte dans l'établissement de ses prix les autres frais et charges non cités.

7.2. Modalité de révision des prix

La révision des prix est applicable annuellement sur le montant HT du marché. Pour la première année d'exécution du marché, les prix restent fermes.

La révision des prix proposée par le titulaire et validée par le pouvoir adjudicateur sera réalisée à la date anniversaire du marché (date de commencement d'exécution) établissant ainsi de nouveaux prix pour la période de reconduction considérée.

Aucune révision des prix ne sera prise en compte en dehors de la présente clause.

Le titulaire du marché transmet, par tout moyen, à l'Urssaf PACA, le bordereau de prix révisés accompagnés du calcul réalisé pour les obtenir. Cette demande devra être adressée au plus tard 1 mois avant la date d'application de la révision des prix.

L'envoi par mail devra se faire à l'adresse suivante :

pole_achats-marches.paca@urssaf.fr

En l'absence d'une demande écrite du titulaire, les derniers prix en vigueur continueront à s'appliquer, sans que le titulaire puisse prétendre à une révision avant la périodicité de révision suivante prévue au contrat. La révision ne pourra être rétroactive.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après accord écrit de l'Urssaf PACA.

➤ Formules de calculs

Pour les lots 1 à 5

L'indice de référence choisi pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'indice INSEE : CPF 38.00 « Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération de matériaux » : identifiant 010764301 sur le site www.indices.insee.fr

La formule applicable est la suivante :

$$P = P_o \times 0,15 + 0,85 (M/M_o)$$

Dans laquelle : P

= Prix révisé

P_o = Prix de

base (mois 0 M_o)

M= dernière valeur parue de l'indice susvisé, à la date de la demande de révision des prix M_o = valeur de ce même indice au mois 0 (zéro),

Pour tous les lots :

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG FCS, le mois 0 (M₀) correspond au mois de la date limite de réception des offres établie dans l'appel à la concurrence ou les documents de consultation soit le mois d'octobre 2025.

La valeur à prendre en compte est la dernière valeur parue à la date de la demande de révision tarifaire, sans que le titulaire puisse se prévaloir d'une parution ultérieure.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG FCS lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum deux (2) décimales.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

En cas de disparition de l'un des indices choisis et si de nouveaux indices étaient publiés afin de se substituer à ceux actuellement en vigueur, les deux parties se mettraient d'accord pour les poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter ouverture d'un droit à indemnité de part ou d'autre ; L'URSSAF PACA notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, de l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relative à la formule et à ses conditions de mise en œuvre. Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre l'URSSAF PACA et le titulaire.

La valeur à prendre en compte est la dernière valeur parue à la date de la demande de révision tarifaire,

sans que le titulaire puisse se prévaloir d'une parution ultérieure

ARTICLE 8 - CLAUDE DE SAUVEGARDE ET CLAUDE BUTOIR

Clause de sauvegarde

Dans le cas d'une variation tarifaire de plus de 5% sur la nouvelle période par rapport au prix initial, l'acheteur se réserve la possibilité de refuser l'application des nouveaux prix et de résilier le marché par LRAR pour ce motif sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.

Clause butoir:

L'évolution du prix de règlement résultant de l'application de la formule de révision indiquée à l'article 7.2 du présent CCAP ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 5% entre deux années d'exécution successives.

ARTICLE 9 - MODALITES DE PAIEMENT

Les versements seront effectués à terme échu mensuellement par virement sur présentation d'une facture déposée sous **CHORUS PRO**.

Une facture doit être réalisée par lot, même si le titulaire est titulaire de plusieurs lots.

Numéro de SIRET: 794 487 231 000 19

Désignation : URSSAF PACA

Pas de service ni d'engagement.

La facture indiquera notamment et lisiblement :

- Le numéro du **marché mentionné sur l'Acte d'Engagement** ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le nombre de rotation et le nombre de collecteurs levés par rotation ;
- Le numéro du bon de commande le cas échéant ;
- Le détail des prestations facturées ;
- La date de la facture ;
- Le prix, hors TVA, le montant de la TVA et son taux, et le prix TTC

L'ensemble de ces éléments sont à mentionner lisiblement sur chaque facture concernée.

Le paiement intervient dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par les services de l'URSSAF PACA. Le point de départ du délai de paiement est calculé conformément aux articles R.2192-12 à R.2192-17 du Code de la commande publique.

En cas de cotraitance : chaque membre du groupement (groupement conjoint) perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires sera celui du CCAP - Prestations de collecte, de traitement des déchets pour les différents sites de l'URSSAF PACA

taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. A ces intérêts moratoires, s'ajoutera le versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

Le délai de paiement sera suspendu dans les cas suivants :

- si la facture fait l'objet d'un rejet motivé de la part du pouvoir adjudicateur (notamment la non-production des documents demandés à l'article 5 CCTP.
- en cas de changement dans l'identification de l'entreprise titulaire (raison sociale, coordonnées bancaires etc...) tant que les pièces justificatives correspondantes n'auront pas été transmises.

Cette liste de cas, doit être considérée comme étant non exhaustive.

ARTICLE 10 - PENALITES

Modalités d'application des pénalités

L'application de pénalités est notifiée par le pouvoir adjudicateur au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine à la décision.

✓ Pénalités de retard

Lorsque l'URSSAF PACA envisage d'appliquer des pénalités de retard, elle invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, la nature des retards ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Ces dernières seront retenues lors du paiement des prestations du mois suivant la date de constatation du retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le montant des pénalités applicable figure dans le tableau ci-dessous.

Au-delà de 30 jours calendaires de retard, le marché est résiliable de plein droit, aux torts du Titulaire et après mise en demeure préalable.

La non-application des pénalités de retard s'impose lorsque le retard est justifié par des circonstances qualifiables de cas de force majeure. La force majeure s'entend d'un évènement extérieur, imprévisible et irrésistible.

Application

L'ensemble des pénalités, et par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS pour les pénalités de retard, sont cumulables dans la limite de 25% du montant total HT de la facture mensuelle.

De plus, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne saurait être exonéré des pénalités inférieures à 1 000 € HT.

La computation des délais de retard se fera en jours ouvrés.

Les pénalités commencent à courir au 1^{er} jour ouvré suivant le dépassement du délai imparti.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Motifs	Applications	Pénalités (HT)
Retard dans la mise en place des collecteurs de tri	1er jour ouvré suivant le dépassement du délai imparti.	50€ par jour de retard
Retard ou défaillance dans l'enlèvement des collectes occasionnelles	A partir du 4 ^{ème} jour suivant la demande d'enlèvement par le pouvoir adjudicateur	Equivalent au prix du passage (BPU) majoré de 10 % par jour de retard
Non-enlèvement des collecteurs (prestations régulières)	1er jour ouvré suivant le dépassement du délai imparti (hors délai de prévenance et application de la clause de réexamen en cas de non-passage cumulé sur 1 mois)	50€ par jour de retard
Non-respect du calendrier de passage défini en réunion de lancement	1er jour ouvré suivant le dépassement du délai imparti (hors délai de prévenance)	50€ par jour de retard
Non remplacement de collecteur de stockage défectueux, endommagé ou volé	48h à compter du signalement de l'incident par l'URSSAF	50€ par jour de retard et par collecteur
Retard dans la mise à disposition des données de collectes	<u>Rapport mensuel</u> : les pénalités commencent à courir au 16 du mois M+1	20€ par jour de retard
	<u>Rapport annuel</u> : les pénalités commencent à courir au 1 ^{er} avril de l'année N+1	Forfait de 30€
Méconnaissance ou non-respect des consignes d'intervention d'un Site	Dès constatation de l'URSSAF	Pénalité forfaitaire de 150€ par manquement constaté
Retard dans le remplacement du bac de tri non conforme Uniquement pour le lot 10	48h à compter de la demande écrite (par mail) émise par le pouvoir adjudicateur	10€ par jour de retard
Perte ou non restitution du badge ou moyen d'accès au site		10€HT par badge ou moyen d'accès
Pénalité pour absence à une réunion	Toute absence sans en avertir la pouvoir adjudicateur, à une réunion pour laquelle il a été convoqué, sera sanctionnée	Forfait de 100 € par réunion

Pénalités pour travail dissimulé	Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par l'article 12 du présent CCAP	<p>Le montant des pénalités prévues au titre du marché est égal à 1 000 € H.T.</p> <p>L'URSSAF PACA se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans que celui ne puisse prétendre à une indemnisation, si ce dernier ne régularise pas sa situation au regard des formalités prévues par le Code du Travail</p>
----------------------------------	---	--

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au pouvoir adjudicateur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d' assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le prestataire doit justifier avec sa candidature qu'il bénéficie des assurances demandées, en cours de validité.

Il s'engage à demeurer couvert par ces assurances pendant toute la durée d'exécution du marché et doit être en mesure de produire les attestations correspondantes sur simple demande de l'URSSAF PACA et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'URSSAF PACA .

ARTICLE 12 - PRODUCTIONS PERIODIQUES PAR LE TITULAIRE

Par application des dispositions des articles L.8222-1 et D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail relatifs à la lutte contre le travail dissimulé, le titulaire devra fournir à l'URSSAF PACA , tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les attestations de régularité fiscale et demandées, ci-après :

- une attestation de régularité fiscale directement en ligne à partir de leur compte fiscal ou auprès de leur service des impôts gestionnaire (document annuel, à ne fournir qu'une fois en début de période) ;
- une attestation sociale, dite de vigilance, disponible en ligne sur le site de l'Urssaf.

Des pénalités peuvent être infligées par l'URSSAF au titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Adresse et périodicité des transmissions :

Les documents devront être envoyés à l'adresse mail suivante :

pole_achats-marches.paca@urssaf.fr

La transmission des documents aura lieu pour chaque année civile :

Pour le premier semestre	Pour le second semestre
--------------------------	-------------------------

Remise au plus tard le 1^{er} février

Remise au plus tard le 1^{er} juillet

A défaut de réception et sans explication de cette absence, l'URSSAF PACA pourra adresser une mise en demeure au titulaire avec un délai de vingt (20) jours calendaires pour transmettre le document. En cas de mise en demeure infructueuse, le titulaire encourt la résiliation du contrat sans versement d'indemnité.

ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DES TITULAIRES

13.1. Intervention sur les sites

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites, lorsqu'il s'agit des sites de l'URSSAF PACA .

Le titulaire veille à prendre toutes les précautions en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'URSSAF PACA et pour les tiers. Il demeure responsable des accidents du fait de son personnel et il est tenu, en outre, de garantir l'URSSAF PACA de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

Le titulaire est responsable de toutes les installations sur lesquelles il sera intervenu. Cela suppose qu'en préalable à toute intervention, si le titulaire constate une détérioration de finition ou autre, il doit en informer son correspondant URSSAF PACA avant de démarrer ses prestations. A défaut, il en sera tenu pour responsable avec obligation de remise en état à sa charge.

Le titulaire est tenu de respecter strictement les prescriptions et interdictions figurant dans les documents applicables au sein de l'URSSAF PACA (règlement intérieur, chartes utilisateurs/de bonnes conduites, etc.). Les documents applicables au sein de l'Organisme sont communiqués au titulaire lors de la réunion de mise en place du marché.

ARTICLE 14 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire est informé que, dans le cadre du présent marché, il est amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte de l'Urssaf PACA. A ce titre, les Parties déclarent que le Titulaire agit en tant que sous-traitant au sens de l'article 4-8) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données applicable à compter du 25 mai 2018 et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), ci-après le « Règlement » ou « RGPD ». De son côté, l'Urssaf PACA agit en tant que responsable de traitement au sens de l'article 4-7) dudit Règlement.

14.1. Description du traitement des données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est égale à la durée totale du contrat.

La nature des opérations réalisées sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

14.2. Obligations du titulaire vis-à-vis de l'URSSAF PACA

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

A ce titre, il s'abstient de tout usage de ces données à son profit ou au profit de tiers, y compris à des fins commerciales.

Dans l'hypothèse où le RGPD, le droit européen ou le droit français viendraient en contradiction avec les instructions de l'Urssaf ou ne permettraient pas au titulaire de traiter les données à caractère personnel conformément auxdites instructions, le titulaire devra en informer l'Urssaf sans délai, et avant de procéder à tout traitement.

Dans un tel cas, le titulaire s'engage à rencontrer l'Urssaf aux fins de trouver la solution la plus adaptée au regard du marché et des droits et libertés de la personne concernée.

Dans l'hypothèse où les données à caractère personnel doivent faire l'objet d'un transfert en dehors de l'Union européenne ou à une organisation internationale en vertu du droit européen ou du droit français, le titulaire doit informer l'Urssaf de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En dehors de cette hypothèse, le titulaire s'engage à garantir, en cas de transfert en dehors de l'Union Européenne, un niveau de protection des données à caractère personnel équivalent à celui établi par l'Union Européenne.

Conformément au chapitre V du RGPD, cette obligation de garantie sera jugée comme respectée dès lors que (conditions alternatives) :

- le transfert a lieu vers un pays tiers ou une organisation internationale qui est visé(e) par une décision d'adéquation de la Commission Européenne au sens de l'article 45 du RGPD ;
- a été conclu avec l'Urssaf préalablement à tout transfert de données un accord annexé au présent marché reprenant les clauses types de protection des données adoptées et/ou approuvées par la Commission Européenne.

En outre, le titulaire se porte fort envers l'Urssaf du respect, par ses collaborateurs autorisés à traiter les données à caractère personnel, de la plus stricte confidentialité concernant les données à caractère personnel traitées en exécution du présent marché. L'ensemble de ces informations sont considérées comme des Informations Confidentielles et sont couvertes par les droits et obligations qui s'y réfèrent. Le titulaire garantit à l'Urssaf qu'il a mis en place et maintient toutes les mesures nécessaires pour préserver et faire respecter par ses collaborateurs la confidentialité des données à caractère personnel.

Ainsi, le titulaire ne doit rendre accessibles et consultables les données à caractère personnel qu'aux seuls collaborateurs du titulaire dûment autorisés, en raison de leurs fonctions et qualités, pour traiter les données à caractère personnel dans la stricte limite de ce qui leur est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions. Le titulaire déclare avoir dûment formé le personnel concerné en matière de protection des données à caractère personnel. Le cas échéant, il s'engage à ne pas utiliser de données à caractère personnel pour les phases de développement et de test sauf cas exceptionnel dûment justifié auprès de l'Urssaf et accepté formellement par cette dernière.

Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications et/ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Dès l'entrée en vigueur du marché, le titulaire doit communiquer à l'Urssaf l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données. En cas de changement, il s'engage à en informer le titulaire dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données.

Enfin, le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Urssaf comprenant l'ensemble des informations prévues à l'article 30 2) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

14.3. Sous-traitance du traitement de données à caractère personnel

Dans l'hypothèse d'opération de sous-traitance envisagée par le Titulaire, le Titulaire s'engage à communiquer auprès du responsable de traitement clairement les activités de traitement sous-traitées.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent article « Protection des données à caractère personnel ». Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ne respecte pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'Urssaf PACA de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Toute opération de sous-traitance envisagée par le Titulaire doit être effectuée dans les conditions de l'article « Sous-traitance » du Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché.

14.4. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délais maximum de douze heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :

Courriel :

NAPOLITANO Danielle
URSSAF PACA
20 avenue Viton
13009 Marseille
danielle.napolitano@urssaf.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

14.5. Mesures de sécurité des données à caractère personnel

La durée de conservation des données par le titulaire est égale à la durée totale du contrat.

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

14.6. Protection du système d'information

Le titulaire est tenu de respecter strictement les règles s'imposant en matière d'utilisation des ressources informatiques, de communications électroniques et téléphoniques, y compris celles qui concernent les moyens d'accès distants au système d'information de l'organisme. Par ailleurs, le titulaire reconnaît avoir connaissance des infractions définies par le code pénal sur les fraudes informatiques (loi n°2004-575 du 21 juin 2004).

Le titulaire garantit à l'Urssaf qu'il a mis en place et qu'il maintient en vigueur et à jour, pendant toute la durée du marché, toutes les mesures de sécurité de nature technique et organisationnelle visant à assurer la sécurité des données à caractère personnel, de manière à les préserver de toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient d'origine accidentelle ou illicite.

Les parties identifieront, pendant toute la durée du marché, toute mise à jour ou modification nécessaire desdites mesures de sécurité notamment aux fins de répondre à toute nouvelle menace ou toute évolution de l'état de l'art ou de la réglementation.

14.7. Manquement du Titulaire

En cas de non-respect par le Titulaire de ses obligations visées, et indépendamment des sanctions pénales et administratives encourues, l'Urssaf PACA pourra décider de résilier le marché aux torts exclusifs du Titulaire, sans mise en demeure préalable et sans ouvrir droit à indemnités, à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 15 -RESILIATION DU MARCHE

• Résiliation aux torts du Titulaire

Outre les cas prévus l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S et par dérogation, la résiliation de l'accord- cadre peut être prononcée de façon unilatérale et sans indemnité, en cas :

- de non-respect des dispositions contractuelles prévues au présent C.C.A.P. et aux C.C.T.P de chaque lot. ;
- de retards répétés non justifiés, de non-passage cumulés sur une période d'un mois et en cas de non-application des tarifs contractuels ;
- de non-respect de l'obligation d'information de changement de situation prévue à la section 14 du présent C.C.A.P. ;
- de non-respect de l'obligation de confidentialité ;
- de manquements aux formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail ;
- d'inexactitude ou de refus de produire les documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Modalités de résiliation

La décision de résilier le marché aux torts du titulaire lui est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception.

En cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire, l'URSSAF PACA pourra exiger la réalisation de toutes les prestations en cours d'exécution dans le cadre de l'accord-cadre.

- ***Résiliation pour motif d'intérêt général***

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du titulaire, pour un motif d'intérêt général, en respectant un préavis de deux mois avant la date d'effet souhaitée.

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

En application de l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S., l'URSSAF PACA se réserve le droit de passer, aux frais et risques du Titulaire, un marché public pour l'exécution de tout ou partie des prestations non réalisées dans le cadre de l'accord-cadre. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 16 - REGLEMENT DES LITIGES ET DIFFERENDS

En cas de litige survenu dans l'exécution du présent marché et qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du nouveau code de procédure civile. A défaut de règlement du litige à la suite de la mise en œuvre de la procédure d'arbitrage, les deux parties entendent le soumettre à la juridiction de droit commun du siège de l'Urssaf, à savoir le Tribunal judiciaire de Marseille.

Les coordonnées du tribunal sont les suivantes :

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MARSEILLE
6, rue Joseph Autran – 13281 Marseille cedex 6
Tél: 04.91.15.50.50

ARTICLE 17 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 2 du présent CCAP déroge à l'art.4.1 du C.C.A.G-FCS

L'article 3.2 du présent CCAP déroge aux l'art.13.3.2 et 13.3.3 du C.C.A.G-FCS L'article 4.1 du présent CCAP déroge aux l'art.21.4 et 21.2 du C.C.A.G-FCS L'article 7.2 du présent CCAP déroge aux articles 10.2.3 et 10.2.4 du C.C.A.G-FCS L'article 10 du présent CCAP déroge aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du C.C.A.G-FCS L'article 11 du présent CCAP déroge à l'art. 9.2 du C.C.A.G-FCS

L'article 15 du présent CCAP déroge à l'art. 41 du C.C.A.G-FCS